

## KEMAL DERVIS

Vice-président, Brookings Institution et membre du comité exécutif, Istanbul Policy Center, université Sabanci Vice-président, Brookings Institution et membre du comité exécutif, Istanbul Policy Center, université Sabanci

Merci Jim. C'est fantastique d'être ici aujourd'hui, merci à vous tous. Je suis très heureux de faire partie de ce panel. Je vais adresser quatre points en rapport avec votre question. Le premier concerne la structure de l'économie mondiale, le deuxième le cycle des affaires et du marché par rapport aux marchés émergents. Pour le troisième je vais parler un petit peu de l'Europe mais toujours par rapport aux marchés émergents et enfin, puisque nous sommes en France, je veux parler de ce pays auquel je suis très attaché.

Mon premier point concerne la structure de l'économie mondiale. Pour moi, le 20ème siècle s'est arrêté au début des années 1990 avec deux transformations – la première fut la chute du Mur de Berlin, la fin de l'Empire Soviétique et l'ouverture mondiale qui en a découlé, la modification totale des paramètres, avec une économie mondiale beaucoup plus intégrée qu'auparavant et les différentes politiques qui ont accompagné ces événements. Je ne m'intéresse pas à cela aujourd'hui.

Le deuxième tournant des années 90 est peut-être moins connu et c'est moins un changement soudain qu'un processus. Rappelons-nous que de 1820 à 1950, si l'on regarde les pays riches et les pays émergents ou en voie de développement, il y avait une divergence. Les pays riches devenaient toujours plus riches et les pays pauvres, n'arrivant pas à les rattraper, divergeaient de plus en plus. Ils avaient de la croissance, mais elle était beaucoup moins rapide que la croissance des pays développés. Ce phénomène a été vrai pendant toute la période coloniale et jusqu'à 1950.

De 1950 à 1990, si l'on prend ces pays dans leur ensemble – il y a toujours des exceptions bien sûr, comme la Corée qui a connu un développement spectaculaire bien plus tôt – il n'y avait pas de convergence. Le revenu moyen par habitant dans les pays émergents et en voie de développement ne rattrapait pas celui des pays développés. Il n'y avait plus de divergence, mais il était bloqué. L'écart était toujours présent, et il était énorme. Depuis 1990, à l'inverse, le revenu moyen par habitant dans les pays émergents et en voie de développement croît trois fois plus vite que le revenu moyen par habitant dans les pays développés. Nous ne pouvons pas savoir ce qui arrivera dans les dix prochaines années, mais si l'on prend en compte les difficultés de la dette et de la stabilisation aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, ce taux pourrait monter à quatre. Nous sommes face à une modification spectaculaire de la structure de l'économie mondiale.

Il est évident que je ne peux pas faire de prédictions à 30, 40 ans. Il y a des gens qui mènent des études et établissent des scénarios, mais ils ne peuvent pas aller au-delà de scénarios. Personne ne sait ce qu'il adviendra au-delà de 2025, 2030. Mais si on regarde sur les 10-15 ans à venir, je pense que cette dynamique va continuer. C'est une question qui fait débat et on peut y revenir, mais il y a suffisamment d'indicateurs dans ce sens pour que ce scénario continue au moins dix ans d'après moi. La situation économique mondiale de 2020 sera très différente et la répartition des rôles aura profondément changé, avec une part beaucoup plus forte des pays émergents et en voie de développement dans l'ensemble. Ainsi que le Président Ouattara l'a rappelé ce matin, pour la première fois, l'Afrique participe à ce processus.

Mon deuxième point, qui est très important, c'est de savoir différencier les tendances des cycles autour des tendances. Alors qu'il y a une différence significative dans les tendances des taux de croissance entre les pays émergents et les pays développés, et je pense que cela va perdurer, les cycles autour de ces tendances restent en étroite corrélation. Selon des travaux effectués par le FMI à l'époque où John y était encore, cette corrélation est même en augmentation. Quand l'Europe et les Etats-Unis connaissent un fort ralentissement, cela a un effet énorme sur la Chine, l'Inde, la Turquie et l'Amérique Latine, et inversement. Et de plus en plus, si la Chine devait connaître un gros ralentissement, cela aurait un effet important sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Les tendances sont différentes, mais les cycles autour de ces tendances ne sont pas sans rapport. Au contraire, au travers des marchés financiers, de la part grandissante des échanges commerciaux et des attentes, les « esprits animaux » de Joan Robinson, le monde est un tout interdépendant.

Pour mon troisième point, je veux amener l'Europe et les marchés émergents dans cette dynamique. Je ne sais pas si Christophe de Margerie est présent, mais je vais tenter de suivre son exemple et de dire exactement ce que je pense, ce qui m'est possible à présent que je suis membre d'un groupe de réflexion et plus d'un gouvernement ou d'une organisation internationale. Voici quelques faits.

Le plus gros excédent de balance courante que la Chine ait atteint était de 411 milliards il y a cinq ans. Tout le monde critiquait la Chine en disant « c'est un déséquilibre majeur ». Jim, vous avez évoqué les déséquilibres majeurs. « Vous enlevez de la demande dans l'économie mondiale, il faut réparer cela et réévaluer votre taux d'échange », etc. La Chine a en partie fait cela et affiche à présent un excédent d'environ 200 milliards de dollars, ce qui est toujours beaucoup, mais c'est beaucoup moins de 411.

Le pays ayant connu le plus gros excédent de balance courante sur douze mois jusqu'en octobre 2012, c'est l'Allemagne, pas la Chine. D'autre part, si on cumule les chiffres de l'Europe du Nord en incluant les pays scandinaves, l'excédent réel de balance courante sur les douze derniers mois est proche de 530 milliards de dollars, plus que ce que la Chine a jamais atteint. La zone Euro dans son ensemble a un excédent qui approche les 100 milliards. Dans ce contexte, on demande aux pays émergents, par la voix du FMI, d'aider l'Europe alors qu'une région géographiquement petite et interconnectée, l'Europe du Nord, a un excédent de près de 500 milliards. Une région géographiquement petite et interconnectée, l'Europe du Nord et une zone Euro qui dans l'ensemble affiche aussi un excédent de balance courante. De plus, l'Europe demande au FMI de faire cela par le biais d'un programme de soutien dont le succès, de l'avis des professionnels, n'est pas garanti.

Nous n'avons pas le temps de rentrer dans les détails, mais c'est là le point fondamental. L'Inde, la Chine, la Turquie et le Brésil sont censés financer un programme sur lequel l'équipe du FMI émet de sérieux doutes. Je pense que c'est complètement injuste et en contradiction totale avec le rôle que les marchés émergents doivent jouer dans l'économie mondiale. Je ne dis pas que le FMI ne doit pas coopérer avec les institutions européennes pour aider l'Europe. La sortie de la crise par l'Europe est très importante, pas seulement pour l'Europe mais pour l'économie mondiale, ne vous méprenez pas sur mon discours. Mais je trouve inacceptable la façon dont le FMI et les marchés émergents sont mis sous pression pour accepter un programme auquel ils ne croient pas.

Maintenant je voudrais dire un mot du programme en lui-même. Encore une fois, je n'ai pas le temps de rentrer dans les détails mais peut-être aurons-nous plus de temps pendant les débats. C'est vrai qu'il y a eu une réduction de la dette privée en Grèce et qu'il y aura sans doute une réduction des taux sur la dette publique qui est énorme. Cependant, j'ai travaillé pendant longtemps pour la Banque Mondiale dans les années 80, et à cette époque, en Amérique Latine, ou en Afrique avec l'Initiative pays pauvres très endettés, que le Président Ouattara a mentionnée également ce matin, en tant qu'économistes et experts en sciences politiques, nous connaissions l'importance de la confiance. Même si vous diminuez le taux de service de la dette d'un pays comme la Grèce, dont les paiements annuels passent de 7% du PIB à 5% du PIB après réduction du taux d'intérêt, cela ne change pas le facteur fondamental de confiance dans le pays.

Peu de gens vont être prêts à investir en Grèce à moins d'une importante réduction de la dette dans son ensemble et d'un apaisement des doutes quant à la sortie de la Grèce de la zone Euro. La Grèce a atteint un point de rupture socialement, politiquement et dans l'ensemble de sa société. La souffrance de certains habitants atteint des proportions dramatiques. Selon le programme, si vous êtes sans emploi, vous perdez votre couverture santé après un an. Il y a actuellement des milliers de Grecs souffrant d'un cancer qui ne peuvent avoir accès à un traitement médical. La société ne peut supporter cela. Cet état de fait doit être inversé sans plus attendre. Aucune situation n'est pire que celle de la Grèce, mais d'autres pays sont dans un état préoccupant, comme l'Espagne.

Je pense que le monde a besoin de l'Europe. Je pense que les valeurs européennes, la démocratie européenne, les droits de l'Homme européens sont trop précieux pour que ce projet échoue. Mais comme l'a dit Angel Gurría, nous savons tous qu'il faut du temps, mais là, je crois franchement que nous sommes à un moment où l'Europe doit



accélérer le processus de solution. Tout le monde doit y participer. Bien sûr, cela inclut les pays du sud et leurs réformes mais aussi les pays du nord qui ont une balance courante largement excédentaire. L'ajustement requiert que les surplus comme les déficits soient réduits. On ne peut avoir une balance courante excédentaire avec l'espace puisque nous ne vendons pas dans l'espace. Si vous voulez faire des ajustements et obtenir un équilibre plus dynamique, le nord de l'Europe doit contribuer bien plus que ce qu'il a fait jusqu'à présent.

J'attends les élections en Allemagne. Cela pose vraiment un problème. J'aimerais qu'elles aient lieu demain. Mon dernier point concerne la France.

Et là, je vais parler en français.

Je pense que la France a un rôle absolument crucial à jouer. C'est vrai que l'Allemagne est l'économie la plus importante, le pays le plus grand. Elle a des ressources financières extrêmement importantes. Elle a réalisé des réformes sous le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder qui ont beaucoup aidé l'économie allemande à se redresser, mais aujourd'hui, la crise est pour tout le monde. Nous avons vu, dans les deux derniers jours, que les prévisions de croissance pour l'Allemagne ont été baissées.

Mais je pense que la France a un rôle absolument primordial à jouer car, s'il n'y avait pas la France, si nous conduisions l'expérience d'enlever la France de la carte européenne, nous aurions deux Europe : l'Europe du Sud et l'Europe du Nord. Et les connexions, la compréhension des deux parties de l'Europe, seraient minimales. Il y a un vrai danger d'éclatement.

Les Nordiques regardent le Sud de façon extrêmement négative, et le Sud de l'Europe commence à regarder le Nord de l'Europe de façon extrêmement négative aussi. La France est au milieu. Elle a des relations privilégiées avec l'Allemagne. La France est pour beaucoup responsable de la construction de ce grand projet européen mais elle a aussi des sensibilités méditerranéennes, elle comprend le Sud, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, je dirais même la Turquie, et mieux que le Nord.

Une France forte, active, assainie au niveau des finances publiques, qui joue son rôle européen pleinement, c'est important, non seulement pour la France elle-même, mais pour toute la construction et le projet européen de demain.

Merci beaucoup.